

DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Les partis politiques se prononcent

Les décisions du Conseil des ministres ont suscité des réactions contrastées auprès des partis politiques, marquées tantôt par la satisfaction, tantôt par le scepticisme et la revendication d'un système global.

Positives, satisfaisantes, prélude à un programme d'action, les mesures relatives notamment à la levée de l'état d'urgence et au déve-

loppement socioéconomique agrément, évidemment, le RND, le FLN et le MSP, parties prenantes de l'Alliance présidentielle, même si ces formations appellent à aller plus loin. Néanmoins, ces décisions constituent des effets d'annonce, des louvolements du pouvoir, selon le RCD, très critique, qui estime que seul le départ du système s'impose. Voire

la tenue d'élections présidentielles anticipées, comme le recommande le parti Ahd 54, ou d'élections législatives, comme le prône le PT, s'avèrent nécessaires pour concrétiser le changement.

Et dans la mesure où les mesures annoncées revêtent un caractère précipité, ponctuel, selon le FNA.

LES DÉCISIONS PRISES
RELÈVENT DE L'EFFET
D'ANNONCESeul le départ du système
s'impose, selon le RCD

Les décisions du Conseil des ministres ne sont que des «effets d'annonce», des louvolements, des manœuvres de ruse, selon le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui estime que seul le départ du système s'impose.



Dans une déclaration, le RCD relève que «pendant que les peuples de la rive Sud de la Méditerranée luttent et s'organisent pour se libérer des dictatures et de la corruption, le pouvoir algérien louvoie et manœuvre pour essayer de prolonger sa survie et retarder l'échéance du changement».

Selon la formation de Saïd Sadi, «ébranlés, les dirigeants imposent chaque samedi à la capitale un état de siège au moment où ils annoncent la levée de l'état d'urgence tout en s'égayant dans des effets d'annonce sans consistance ni cohérence».

Et au RCD de dénoncer l'agression, en toute illégalité, des députés, la «répression sauvage» des manifestations pacifiques d'étudiants et des citoyens indignés par le massacre «à huis clos commis par un fou sanguinaire» en Libye. Voire le RCD relève que «dépassé par les événements», le chef de l'Etat (algérien) «préfère s'épancher avec le représentant d'un président étranger à qui il livre ses états d'âme sur la crise algérienne pendant que le pays brûle».

Acerbe, le RCD estime que l'«aveuglement, l'affolement et la répression ne sont pas les meilleures dispositions pour assurer la cohésion de la nation et défendre ses intérêts dans un environnement diplomatique toujours décalé devant les insurrections citoyennes qui embrasent nos pays».

De surcroît, «les manœuvres d'infiltration des structures porteuses de changement, les provocations ciblant les manifestants, l'arrosage indécant des clientèles attestent de l'incapacité du système à évoluer et à voir la réalité du pays». Mais «les patriotes algériens sauront opposer la conviction et la mobilisation sur la durée» face, selon le RCD, à un «pouvoir, paralysé et qui joue toujours de la corruption et table sur l'usure».

LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE
Le RND très satisfait

Les décisions prises par le Conseil des ministres, dont la levée de l'état d'urgence, suscitent la grande satisfaction du Rassemblement national démocratique. Dans une déclaration de son porte-parole, Miloud Chorfi, le RND «enregistre avec grande satisfaction la décision du président de la République relative à la levée de l'état d'urgence». Cette décision démontre, relève M. Chorfi, que la stabilité du pays et la sécurité ont été restaurées, même si la

vigilance reste de mise contre toute menace terroriste.

Selon le RND, la décision présidentielle impulsera davantage de vitalité à l'activité politique qui doit s'imprégner des principes du dialogue et de l'échange d'idées qui servent la diversité, la différence et le pluralisme politiques.

Egalement, le RND constate l'intérêt accordé aux questions de l'emploi et de l'habitat, dans la mesure où l'Etat œuvre à trouver des solutions qui répondent aux préoccupations et permettent d'améliorer la situation. La formation d'Ahmed Ouyahia se satisfait aussi de l'intérêt du président de la République pour le rôle des élus et des assemblées locales en contact direct avec les citoyens.

Pour le RND, l'appel du chef de l'Etat à renforcer les prérogatives des élus est opportun, dans la mesure où l'action des assemblées sera confortée par l'approfondissement de l'arsenal juridique dont la révision du code de la commune. Par ailleurs, le RND apprécie positivement les décisions prises, profitant de l'occasion pour «dresser un appel aux élus Rndéistes à tous les cadres et militants et à toutes les forces nationales pour accompagner ces mesures importantes et les concrétiser sur le terrain au service du pays et du citoyen».

MÊME S'IL QUALIFIE LES
DÉCISIONS DE POSITIVES
Le PT appelle à des élections
anticipées

Les décisions du Conseil des ministres sont positives, selon le Parti des Travailleurs (PT), qui appelle néanmoins à la tenue d'élections législatives anticipées. Les décisions qui ont été prises sont importantes, relève le porte-parole du PT, Djelloul Djoudi, dans une déclaration. Et notamment celles relatives à la levée de l'état d'urgence, une «bonne décision».

A ce propos, ce dirigeant du PT estime qu'il n'y a aucune incompatibilité entre la levée de l'état d'urgence et la poursuite de la lutte antiterroriste.

Selon la formation de Louisa Hanoune, les décisions prises montrent que les conditions, notamment en matière de sécurité, se sont améliorées, certes pas à 100%. Toutefois, et par la voix de son porte-parole, le PT appelle à apporter des précisions, des éclaircissements sur les notions de «subversion» et de «protection d'une certaine catégorie d'inculpés».

De même, ce parti appelle fortement à lever les restrictions sur l'activité politique, telles les interdictions des marches dans la capitale. «Il n'est pas normal de les interdire à Alger et de les autoriser ailleurs», fait remarquer M. Djoudi.

Ce dernier appelle à lever ces interdictions, à garantir le droit aux manifestations, à consolider l'ouverture des médias, notamment audiovisuels.

Tout en notant que les décisions prises reflètent plusieurs revendications de sa formation, le PT estime cependant que la



mise en œuvre de ces mesures doit être en harmonie avec l'action des institutions représentatives. Ce qui n'est malheureusement pas le cas, agrée le porte-parole. Et à M. Djoudi de réitérer, un leitmotiv du PT, la nécessité de la tenue d'élections législatives anticipées.

De même, le PT qualifie d'importantes et positives les décisions prises, notamment en faveur des agriculteurs qu'il faut soutenir davantage. De même que dans le domaine de l'investissement et de l'emploi, même si Djelloul Djoudi estime qu'un bilan réel des politiques et des dispositifs de soutien à l'emploi s'impose et que la mise en place d'un revenu minimal d'insertion est souhaitable. Ce qui permettrait, selon cette personnalité politique, d'avoir des statistiques vraies en matière d'emploi et de chômage. De même que la réouverture des entreprises fermes et l'intervention idoine de l'Etat s'imposent, relève le porte-parole du PT. Saluant la décision d'abrogation du décret de reclassification des diplômes, une décision dans l'intérêt des étudiants, le PT estime néanmoins que le système du LMD a montré son échec et doit être abandonné.

Propos et déclarations
recueillis par C. B.

TEWFIK BENALLOU,
CHARGÉ DE LA
COMMUNICATION AHD 54 :
«Seules des présidentielles
anticipées permettront
un changement»

«Les décisions annoncées en Conseil des ministres ont été prises à la va-vite. Ce n'est pas avec un simple communiqué qu'on arrivera à régler des problèmes qui perdurent depuis quinze ans. Le véritable changement ne se fera qu'à travers des élections présidentielles anticipées, en présence de représentants de l'ONU et de l'Union européenne, ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition qui abrogera la loi électorale de 2007.

Cette loi ne met pas les partis sur un pied d'égalité. Il est vrai que le pouvoir s'enferme dans une bulle en prenant des décisions unilatérales, qui restent de simples promesses. Et quel est le contre-pouvoir qui va les contrôler ? Il n'existe pas, en fait. La balle est donc dans le camp du pouvoir, qui doit permettre une transition pacifique, car nous ne voulons pas suivre l'exemple de l'Égypte ou de la Libye. L'Algérie est assez mûre pour sortir de manière pacifique de la crise. Le président doit quitter le pouvoir par la grande porte comme il y était entré.»

KACI AÏSSA,
PORTE-PAROLE DU FLN :
«Les décisions annoncées
représentent un
programme d'action»

«Les décisions prises sont la suite de celles annoncées le 3 février dernier et représentent un véritable programme d'action du gouvernement et des institutions du pays. L'état d'urgence, en fait, n'a jamais été un obstacle à l'exercice des libertés

intellectuelles individuelles et collectives et sa levée ne peut être interprétée que par un élargissement de ces libertés pour permettre une participation des partis politiques et des citoyens à la vie politique nationale.

Cela dit, même sous un état d'urgence, des manifestations publiques ont été organisées à Alger. Malheureusement, il y a eu les dérapages lors de la marche du 14 mars 2001, avec entre autres, la perturbation de l'ordre public, ce qui a provoqué des décès et la dégradation de biens.

Par ailleurs, le dispositif qui accompagnera la lutte antiterroriste permettra de lever l'argument sécuritaire, souvent utilisé par les organisations internationales pour faire pression sur l'Algérie en vue de faire fléchir sa politique internationale.»

MOUSSA TOUATI,
PRÉSIDENT DU FNA :
«Les décisions annoncées
sont ponctuelles»

«Nous allons réunir notre bureau national pour étudier les décisions prises par le Conseil des ministres. Ceci dit, le texte relatif à la levée de l'état d'urgence ne change pas grand-chose. Le premier texte donnait déjà la mission de la lutte antiterroriste à l'armée.

Le texte n'a rien changé, donc, et l'armée vient ainsi avant les autorités civiles, et nous, nous ne voulons pas d'un pouvoir partagé. Il doit être civil représenté par les élus. Les solutions proposées par le Conseil des ministres sont aussi ponctuelles, sans un programme précis.»

ABDELHALIM
ABDELOUAHEB,
PORTE-PAROLE DU MSP :
«Nous nous réjouissons
de ces décisions»

«Nous nous réjouissons des décisions annoncées en Conseil des ministres, mais il y a encore à faire. On doit aller plus loin et, surtout, penser à prendre des décisions qui s'inscrivent sur le long terme, apporteront la stabilité et répondront aux attentes des jeunes. Pour ce qui est de la levée de l'état d'urgence, nous l'avons toujours revendiquée, notamment au sein du Parlement où nous avons déposé une proposition de loi.»

Propos recueillis par F.-Z. B.

Le FFS injoignable

Le Front des forces socialistes (FFS) était injoignable hier. Toutes nos tentatives téléphoniques pour joindre son premier secrétaire, Karim Tabou, ainsi que d'autres dirigeants de ce parti, n'ont pas été concluantes.

C. B.